Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 MAI 1869.

Assimilation, quant aux droits à la pension, des directeurs des pensionnats annexés aux établissements d'instruction moyenne, aux professeurs de ces établissements (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE ROSSIUS.

MESSIEURS,

L'art. 4 de la loi de 1850, organique de l'enseignement moyen officiel, formule le principe que les athénées royaux et les écoles moyennes de l'État ne reçoivent que des externes. Tel est l'objet de son § 1.

Le § 2 du même article est ainsi conçu : « Dans les communes où ces établissements auront leur siège, le collège des bourgmestre et échevins » pourra, sous l'autorisation du conseil communal, traiter avec des particuliers pour la tenue de pensionnats annexés à l'athénée ou à l'école » moyenne. »

Les pensionnats dont parle cette disposition sont donc des établissements communaux. Il en résulte que leurs directeurs ne sont point des fonctionnaires de l'État, rétribués par le Trésor public, mais des agents dont la position ne diffère pas de celle des fonctionnaires placés à la tête des pensionnats annexés aux écoles moyennes et collèges appartenant aux provinces ou aux communes. Tous les directeurs des pensionnats que nous appellerons officiels sont des fonctionnaires provinciaux ou communaux.

(1) Projet de loi, n^o 154.

(2) La section centrale, présidée par M. MOREAU, était composée de MM. VLEMINCKX, VANDER MAESEN, HUYMANS, JOURET, MULLER et DE ROSSIUS.

Cette observation faite, expliquons le projet de loi :

Les membres du personnel administratif et enseignant des établissements d'instruction moyenne des provinces ou des communes sont tenus de participer à une caisse de retraite locale ou de s'associer à la caisse centrale de prévoyance des instituteurs et professeurs urbains. S'ils quittent le service de la province ou de la commune pour être attachés à un établissement du Gouvernement, soit athénée, soit école moyenne, ils n'en éprouvent aucun préjudice lors de leur mise à la retraite. Le règlement de leur pension tient compte de leur position première et de leur participation à l'une ou à l'autre des caisses dont nous venons de parler. Ainsi le veut l'art. 9 de la loi de 1850. Réciproquement, les membres du personnel administratif et enseignant de l'État passent impunément des établissements du Gouvernement dans les écoles de la province ou de la commune. Leurs droits à la pension n'en sont pas affectés : ils se liquident d'après les bases fixées par la loi du 26 avril 1865. L'art. 4 de cette loi le prescrit formellement.

Dans les deux cas, il y a lieu à liquidation entre le Trésor d'une part, et d'autre part la caisse de retraite locale ou la caisse centrale de prévoyance des instituteurs et professeurs urbains.

Or, les directeurs des pensionnats ne font partie ni du personnel administratif ni du personnel enseignant des établissements d'instruction moyenne⁽¹⁾. Ils ne jouissent pas dès lors du bénéfice des dispositions précitées.

Cela est regrettable.

Les communes ont le plus grand intérêt à placer leurs pensionnats sous l'autorité d'un chef capable, possédant et les connaissances qu'exige la carrière de l'enseignement moyen, et l'expérience même que donne la pratique de cet enseignement.

L'exposé des motifs rappelle que, dans ces institutions, les élèves font des études en commun, qu'ils y reçoivent des répétitions et des conseils, et c'est avec raison qu'il fait remarquer qu'une bonne organisation du pensionnat contribue à la prospérité de l'athénée, du collège ou de l'école moyenne.

Il faut donc mettre les communes à même d'obtenir le concours d'hommes qui puissent créer ou maintenir cette bonne organisation. De là le projet de loi qui attache à la position de directeur du pensionnat, quant à la pension, les avantages accordés aux professeurs par l'art. 9 de la loi de 1850 et par l'art. 4 de la loi de 1865.

Désormais ceux qui possèdent un diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen, ceux même qui font déjà partie du corps enseignant n'hésiteront plus à accepter une position qui leur permettra d'acquérir des

(1) Art. 14 de la loi de 1850. « Le personnel employé dans les athénées royaux et dans les écoles moyennes se divise en personnel administratif et en personnel enseignant.

» Le personnel enseignant se compose d'un préfet des études pour l'athénée, d'un directeur pour les écoles moyennes, des professeurs des régents et des maitres.

» Le personnel administratif se compose des membres du bureau et, s'il y a lieu, d'un secrétaire trésorier et des maitres d'étude ou surveillants. »

droits à la pension ou de conserver les droits qu'ils auraient acquis antérieurement.

La Chambre, appréciant toute l'utilité du projet de loi, voudra, sans doute, comme l'ont fait toutes les sections, lui réserver un accueil favorable.

Le Rapporteur,

F. DE ROSSIUS.

Le Président,

A. MOREAU.